

Direction de l'Administration
Générale

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

BUREAU DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Section Prévention des Pollutions
et Nuisances

N° 12831

LE PREFET
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION
AQUITAINE,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT
DE LA GIRONDE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi,
- VU la demande formulée par M. BILLOT Patrick en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un dépôt de récupération de voitures et pièces détachées à SAINT-MEDARD-EN-JALLES - lieu-dit "Touban" -,
- VU les certificats constatant la publication de cette demande dans deux journaux du département et son affichage pendant un mois dans les communes de SAINT-MEDARD-EN-JALLES, LE HAILLAN et de MERIGNAC,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 15 décembre 1986 au 13 janvier 1987 inclus,
- VU l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 18 février 1987,
- VU l'avis du Conseil Municipal de SAINT-MEDARD-EN-JALLES, en date du 13 février 1987,
- VU l'avis du Conseil Municipal de LE HAILLAN, en date du 19 décembre 1986,
- VU l'avis du Conseil Municipal de MERIGNAC, en date du

.../...

~~VU l'avis de M. le Sous-Préfet de~~
~~en date du~~

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires
et Sociales en date du 24 novembre 1986

VU l'avis de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date
du 19 mars 1986

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
en date du

VU l'avis de M. ~~le Directeur~~ ~~Inspecteur~~ Départemental des Services d'Incendie
et de Secours en date du 15 décembre 1986

VU l'avis de M. le Commandant le Corps des Sapeurs Forestiers de la Gironde, en date
du 27 janvier 1987,
VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement en date
du 11 décembre 1986,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture en date
du 14 novembre 1986,

VU l'avis de M. le Ministre de l'Agriculture en date du 24 octobre 1986,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 mars 1986.

VU le plan des lieux annexé au présent arrêté,

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été pro-
cédé que l'autorisation sollicitée peut être accordée sans danger
ou inconvénient pour les intérêts visés à l'article 1er de la
loi du 19 juillet 1976,

A R R Ê T É :

ARTICLE 1er - M. BILLOT Patrick est autorisé à exploiter à SAINT-MEDARD-EN-
jalles, lieu-dit "Touban", un dépôt de récupération de voitures
et pièces détachées aux conditions suivantes :

.../...

. EMPLACEMENTS .

1 -

Le chantier sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

2 -

Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces matériels, etc, enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc.

3 -

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;

b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

. AMENAGEMENT DU CHANTIER ET IMPLANTATION DE MATERIELS

4 -

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.

cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

5 -

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

6 -

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

7 -

Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

8 -

Le sol des emplacements spéciaux prévus aux articles 2 et 3 sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation. ;

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc. récupérés.

9 -

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

PREVENTION DES NUISANCES

10 - Bruit

Les opérations de fonctionnement sont interdites entre 19 heures et 8 heures.

En outre, toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier, à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

11 - Pollution des eaux

Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux articles 2 et 3 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de vingt-quatre heures. Sa capacité sera au moins de mètres cubes (1).

Le contenu de ce bassin sera soit enlevé par une entreprise spécialisée, soit rejeté après déshuilage.

Le bassin de rétention sera entretenu de manière à conserver son étanchéité.

12 -

Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), des précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'inspecteur des établissements classés. Dans le cas où le traitement subi s'avérerait insuffisant, l'inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

13 - Pollution de l'atmosphère

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières ; en particulier :

- . Les poussières émises lors du broyage des véhicules automobiles seront captées,
- . Les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

14 - Incendie

La quantité de stériles sera limitée à 300 mètres cubes.

Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à cinquante mètres cubes. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins quinze mètres. Une voie de circulation de largeur minimum de huit mètres sera prévue autour de chaque dépôt.

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts prévus aux articles 2 et 3 ainsi que des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

.) La capacité ne sera pas inférieure à deux mètres cubes.

. de broyage des véhicules,
. prévues aux articles 2, 3 et 4,
. réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques,
liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

15 - Explosion

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre (1).

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne) ;
- Service des munitions des armées (terre, air, marine)
- Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

16 - Rongeurs - Insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

LUTTE CONTRE L'INCENDIE

17 -

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence ... d'eau
et d'extincteurs mobiles à raison de ~~extincteurs~~

En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

Cette interdiction ne vise pas les établissements agréés par le ministère des armées en vue de leur destruction.

Des consignes d'incendie seront établies ; elle seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et l'adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

. DISPOSITIONS_GENERALES .

18 -

L'exploitant devra présenter, à la demande de l'inspecteur des établissements classés, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

19 -

Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état, sur un chantier plus de ...²..... mois.

ARTICLE 2 - Les conditions ci-dessus ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit Livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 3 - La présente autorisation est délivrée au titre de la loi du 19 juillet 1976. Elle ne dispense donc pas le permissionnaire de solliciter également les autorisations qui pourraient lui être nécessaires en vertu d'autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et, notamment, le permis de construire.

ARTICLE 4 - Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 5 - Avant de mettre ses installations en activité, l'im-
pétrant devra justifier qu'il s'est strictement con-
formé aux conditions qui précèdent.

Il devra, en outre, se soumettre à la visite de ses installations par l'Inspecteur des Installations Classées et par tous les agents commis à cet effet par l'Administration préfectorale.

ARTICLE 6 - Il est expressément défendu au permissionnaire de donner aucune extension à ses installations et d'y apporter aucune modification de nature à augmenter les inconvénients avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 7 - La présente permission se trouverait périmée de plein droit si les installations étaient transférées sur un autre emplacement, si leur exploitation était interrompue pendant un délai de deux ans, ou s'il s'écoulait un délai de trois ans avant leur mise en activité.

ARTICLE 8 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées et à toutes celles que l'Administration jugerait utiles, pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, de lui prescrire ultérieurement, la présente autorisation pourra être rapportée.

ARTICLE 9 - Le permissionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Une copie de cet arrêté devra, en outre, être constamment tenue affichée dans le lieu le plus apparent de l'établissement.

ARTICLE 10 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 - Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le maire de SAINT-MEDARD-EN-JALLES qui demeure chargé de la notifier à l'intéressé.

Une deuxième ampliation sera déposée aux archives de la commune pour y être communiquée à toute partie intéressée qui en fera la demande.

ARTICLE 12 - M. le maire de SAINT-MEDARD-EN-JALLES est également chargé de faire afficher à la porte de la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, en faisant connaître qu'une copie intégrale est déposée aux archives communales et mise à la disposition de tout intéressé.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux du Département.

ARTICLE 13 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
~~le Sous-Prefet, Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de~~
le maire de SAINT-MEDARD-EN-JALLES,
l'Inspecteur des installations classées,
l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
le Directeur Départemental de l'Equipement,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
~~le Commissaire Central,~~
le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde,

et tous Officiers de Police Judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BORDEAUX, le 22 MAI 1987

LE PREFET
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,

Pour le Commissaire de la République,
Le Secrétaire Général,

Pour ampliation
L'Attaché de Préfecture délégué

Bernard PUYDUPIN

Thérèse DONDON

